La bibliographie, de la science du bibliographe à l'outil administratif. Naissance d'une science officielle sous la Révolution et l'Empire

Bibliography, from the science of the bibliographer to an administrative tool.

The Birth of an official science under the Revolution and the Empire

Cécile Robin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/13508>

DOI : 10.4000/ahrf.13508

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2015

Pagination : 101-123

ISBN : 9782200929718

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Cécile Robin, « La bibliographie, de la science du bibliographe à l'outil administratif. Naissance d'une science officielle sous la Révolution et l'Empire », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 380 | juin 2015, mis en ligne le 01 juin 2018, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/13508> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.13508>

LA BIBLIOGRAPHIE, DE LA SCIENCE DU BIBLIOGRAPHE À L'OUTIL ADMINISTRATIF. NAISSANCE D'UNE SCIENCE OFFICIELLE SOUS LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE

Cécile ROBIN

La science bibliographique et l'état de bibliographe préexistent à la Révolution mais sont définis de façon endogène et demeurent confinés dans un cercle étroit d'érudits. La fonction classificatoire de la bibliographie et le caractère encyclopédique des savoirs du bibliographe en font des outils privilégiés du traitement des acquisitions révolutionnaires. Ils sont mobilisés dès 1790 pour inventorier les bibliothèques ecclésiastiques nationalisées. Sous le Directoire, l'expert bibliographe est érigé en administrateur de la redistribution des livres pour former les bibliothèques publiques. Le processus d'institutionnalisation aboutit sous l'Empire à l'intégration de la rationalité bibliographique dans la gestion administrative de la production éditoriale. Cette extension du champ d'application, des usages et des finalités de la bibliographie lui confère une visibilité et une reconnaissance accrues, corrélats de l'institution d'une science officielle, non exclusive mais référentielle.

Mots-clés : Bibliographie, Révolution, Empire, science, administration

C'est à un bibliothécaire du XVII^e siècle que l'on doit l'introduction du terme de « bibliographie »¹, par lequel Gabriel Naudé désigne un savoir positif fondé sur des connaissances et une méthode spécifiques mais aussi le catalogue raisonné produit par ce savoir. La constitution de la bibliographie

(1) Noé RICHTER, *Bibliographes et bibliothécaires, 1789-1839*, Bernay, Société d'histoire de la lecture, 2007, p. 25.

en un champ scientifique autonome est étroitement corrélée à l'émergence du bibliothécaire comme « conseiller du prince » ; elle se pose donc d'emblée comme science préalable à l'action politique, comme modalité d'« administration du savoir »². Son caractère instrumental suppose une organisation méthodique – un « ordre selon lequel ils [les auteurs] doivent être lus »³. Naudé propose un classement en cinq catégories – Théologie, Droit, Histoire, Sciences, Belles-lettres⁴ –, structuré par l'emboîtement de trois rationalités : l'ordre des facultés (l'armature générale), puis l'ordre des matières (les subdivisions) et enfin l'ordre des références (les auteurs et les ouvrages). Orientée par une triple axiologie, la science bibliographique est à la fois normative et sélective ; de même, le catalogue méthodique peut être défini comme un espace intellectuel où s'expriment simultanément une objectivité – par l'adoption généralisée du système des libraires de Paris dès la fin du XVII^e siècle – et une subjectivité – par la classification et la hiérarchisation des références autoriales.

Au milieu du XVIII^e siècle, plusieurs événements éditoriaux entérinent la réception et la diffusion du terme dans ses deux acceptions de science et d'instrument épistémologique ; ils témoignent toutefois d'un glissement sémantique par le rattachement de la bibliographie à l'histoire et par l'émergence du bibliographe. Dans l'*Encyclopédie* de Diderot et de d'Alembert comme dans la *Bibliographie instructive* de Debure, de la bibliographie est une excroissance de l'histoire littéraire, elle-même constitutive de la classe Histoire⁵. Ce rattachement participe de l'affirmation de son statut de « science » ; non seulement il valorise sa dimension rétrospective et diachronique mais il suppose l'exposition de « faits » et la constitution d'un corpus de référence⁶. L'autorité du bibliographe est donc centrale : ses connaissances et les catalogues qu'il produit constituent le gage de scientificité de la bibliographie, que l'*Encyclopédie* et le

(2) Robert DAMIEN, *Bibliothèque et État. Naissance d'une raison politique dans la France du XVII^e siècle*, Paris, PUF, 1995, notamment p. 213 et sq.

(3) *Bibliographie politique du Sieur Naudé, contenant les livres et la méthode nécessaire à étudier la Politique, avec une lettre de Monsieur Grotius, et une autre du sieur Haniel sur le même sujet, le tout traduit du latin en français*, Paris, veuve de G. Pelé, 1642, lettre introductive du traducteur C. Challine, p. II.

(4) *Avis pour dresser une bibliothèque*, Paris, François Targa, 1627.

(5) Dans l'*Encyclopédie*, l'histoire littéraire est une branche de l'histoire civile ; Debure introduit dans la classe Histoire une subdivision « Histoire littéraire, académique et bibliographique » (*Bibliographie instructive ou Traité de la connoissance des livres rares et singuliers*,..., Paris, De Bure, 1765).

(6) L'*Encyclopédie* introduit l'article « Histoire » par cette définition : « C'est le récit des faits donnés pour vrais ».

Dictionnaire de l'Académie résumait à la « science du bibliographe »⁷. À la veille de la Révolution, la bibliographie s'impose comme une science en soi, explicitement historiographique, puisqu'elle consiste à produire un savoir historique sur les livres, les auteurs et les collections, recensés, classés et hiérarchisés au sein de catalogues qui objectivent tant les connaissances que les méthodes de recherche et de description mises en œuvre. La bibliographie est donc aussi une modalité d'accès au savoir, sous une forme normalisée qui en facilite l'appréhension. Elle demeure toutefois largement empirique par le mode d'acquisition des connaissances : elle n'est pas reconnue comme discipline ou matière d'enseignement et les fonctions du bibliographe restent dérivées de celles du libraire, du bibliothécaire ou de l'érudit.

Dans le monde du livre et des bibliothèques, la Révolution est d'abord synonyme de désordre, notamment par le démembrement de cadres institutionnels et de collections particulières d'Ancien Régime. Par sa fonction classificatoire, la bibliographie s'impose, dès les premières nationalisations de bibliothèques ecclésiastiques, comme « outil de compréhension » et d'organisation⁸, comme méthode de recensement et de représentation structurée. Par ailleurs, le statut juridique des collections nationalisées et l'intégration de l'instruction publique dans les fonctions régaliennes⁹ définissent une compétence exclusive de l'État central dans la formation des bibliothèques publiques. La période 1789-1811 – moment de transition « des Lumières au positivisme »¹⁰ – donne à voir la construction d'un mode de coopération inédit entre savants et pouvoir politique, dans un intérêt réciproque bien compris ; synonyme de ressources et de reconnaissance pour les premiers, source d'expertise et de légitimation pour le second¹¹. La mobilisation de la bibliographie et des bibliographes par des comités de la Constituante leur confère d'emblée une valeur d'utilité générale et

(7) *Dictionnaire de l'Académie*, 4^e éd. (1762), article « Bibliographie ».

(8) Corinne DELMAS, *Instituer des savoirs d'État. L'Académie des sciences morales et politiques au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006.

(9) Jean-Luc CHAPPEY, « Les écoles de la Révolution : pour en finir avec la thèse de la *table rase* », dans Michel BIARD (dir.), *La Révolution française. Une histoire toujours vivante*, Paris, CNRS, coll.

« Biblis », 2014, p. 331-343.

(10) Claude BLANCKAERT et Michel PORRET, *L'Encyclopédie méthodique (1782-1832). Des Lumières au positivisme*, Genève, Droz, 2006.

(11) Olivier IHL et Martine KALUSZYNSKI, « Pour une sociologie historique des sciences de gouvernement », *Revue française d'administration publique*, 2002/2, n° 102, p. 229-243. Parmi les nombreuses études monographiques, cf., par ex., Patrice BRET, « Des essais de la Monnaie à la recherche et à la certification des métaux : un laboratoire modèle au service de la guerre et de l'industrie (1775-1830) », *AHRF*, n° 320, 2000, p. 137-148.

les intègre dans un nouvel espace institutionnel. Leur publicisation est orchestrée par la représentation nationale, au profit du nouvel ordre politique ; elle ouvre la voie à la constitution de la bibliographie en « savoir d'État »¹², *i.e.* en connaissance spécifique et en outil de rationalisation de l'action publique¹³. Cette dynamique s'objective successivement dans la définition d'un domaine d'intervention politique, puis dans la figure du bibliographe administrateur et, enfin, dans le réinvestissement de la rationalité bibliographique au service de l'encadrement de la production éditoriale.

Le savoir bibliographique : de l'érudition à l'action politique (1789 – 1795)

La nationalisation des biens des communautés religieuses ne se résume pas à un transfert de propriété. L'accessibilité matérielle de leurs collections de livres rend possible la réalisation de l'utopie plus que centenaire d'un « recensement des données et des richesses du territoire national »¹⁴ ; il s'agit de rendre visible et de connaître les ouvrages acquis à la Nation pour, *in fine*, publier une *Bibliographie générale de la France*, définie comme une « note de tous les livres dont le public pourrait jouir, un résumé général de tous les exemplaires de chacun de ces livres, une indication sûre du département où chacun serait déposé »¹⁵. L'enjeu ne consiste donc pas d'abord à reconfigurer l'arborescence du système bibliographique mais à former un inventaire général, à procéder à une recension, rétrospective et à visée exhaustive.

La bibliographie conserve ainsi ses deux éléments constitutifs : finalité en soi et document de référence pour le « public » comme pour l'autorité publique dans la perspective de la redistribution des ouvrages. Son intégration dans un projet politique permet d'affirmer une valeur d'utilité générale et une extension de son usage très au-delà du monde

(12) « Classer et nommer les savoirs d'État (1750-1850) », projet ANR-DFG « Euroscientia ».

(13) Pierre LASCOUMES (dir.), « Expertise et action publique », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 912, mai 2005 ; Renaud PAYRE, « La compétence contre le politique ? Milieu administratif et élaboration des savoirs légitimes de l'administration dans la France du second XIX^e siècle », dans Yves DELOYE, Olivier IHL et Alfredo JOIGNANT (dir.), *Gouverner par la science. Perspectives comparées*, Grenoble, PUG, coll. « Libres cours », 2013, p. 25-40.

(14) Blandine KRIEGL, *L'histoire à l'âge classique*, Paris, PUF, 1996 [1988], t. 3. *Les académies de l'histoire*, p. 65.

(15) Bureau de bibliographie, « Détails circonstanciés de chacune des opérations nécessaires pour parvenir à la confection du travail de la Bibliographie générale, commencé par les comités réunis de l'Assemblée constituante, et continué par la Section des bibliothèques et monuments du comité d'Instruction publique, établi par l'Assemblée législative », s.d. (AN, F¹⁷ 1079, d. 4).

des savants et des bibliothèques. L'attribution d'une finalité inédite et extérieure à son champ propre confère à la bibliographie une fonction nouvelle, essentiellement politique mais aussi socioprofessionnelle. Il reste à caractériser les conséquences de ce déplacement sur la science bibliographique elle-même, en insistant sur deux aspects : d'une part, la place et le rôle de cette science au sein du service de l'Instruction publique et, d'autre part, la nature et la forme des documents bibliographiques produits dans ce cadre.

Jusqu'en 1793, les bibliothèques relèvent de la compétence du pouvoir législatif – les comités des assemblées nationales – et de l'exécutif – le ministère de l'Intérieur et les autorités constituées. Cette pluralité de tutelles résulte d'une partition des compétences et des responsabilités, indépendante des problématiques bibliothécaires mais qui illustre la distinction établie entre la gestion des ouvrages et le travail bibliographique, entre les objets et leur contenu, entre des valeurs financière et juridique et une valeur intellectuelle. L'évidente utilité du livre pour l'instruction publique fait du comité éponyme une partie prenante totalement légitime dès la Législative. Pour autant, la médiatisation de l'accès aux ouvrages entrave la rigueur du travail bibliographique, fondé sur leur consultation directe. Tout l'enjeu consiste donc pour ce comité à construire un objet politique total, de nature à lui assurer une compétence générale et exclusive. La bibliographie constitue dès lors un levier de la fusion des attributions et des commissions de savants ; elle permet d'articuler l'opération de recensement et le projet redistributif, la gestion matérielle et le traitement intellectuel des ouvrages.

Qu'est-ce donc que la bibliographie en 1793 ? Une attribution d'un organe de l'État central, le cadre intellectuel d'un bilan statistique et d'un projet de publication, un corpus de savoirs et de méthodes, des commissions d'experts. Elle peut être définie comme une science de gouvernement, dans la mesure où elle est mobilisée par la puissance publique dans le cadre d'un projet d'utilité nationale. La dimension rétrospective du recensement permet d'inscrire la Révolution dans l'histoire, de marquer la rupture avec des publications constituées en patrimoine national ; la dimension prospective de la création des bibliothèques publiques assure la continuité, la transmission d'un héritage matériel et immatériel choisi.

La gestion des ouvrages appelle la construction d'un savoir spécifique, importé du monde du livre mais orienté vers l'action politique. Cette fonction instrumentale, constitutive de la science bibliographique depuis Naudé, n'a rien d'inédit. La nouveauté réside dans la centralisation de la prise de décision et des données sources au sein des comités des assemblées nationales et de leurs commissions de savants, ce qui permet

l'unification et la normalisation des méthodes de travail au niveau national, légitimées par le statut d'expert des savants et par la dimension politique du projet : « Que deviendraient les monuments des sciences et des arts, s'il était permis à chacun de ceux qui sont chargés de les inventorier, quelles que soient leurs lumières, de proscrire à leur gré tout ce qui leur paraîtrait inutile ou dangereux »¹⁶. Les quatre instructions envoyées successivement dans les départements ont valeur de référence et il revient aux services parisiens de regrouper puis de synthétiser la documentation bibliographique produite par les acteurs locaux¹⁷. L'institution d'un projet national a ainsi deux corrélats directs qui se renforcent mutuellement : l'un, propédeutique, consiste dans la diffusion de savoirs et de savoir-faire uniformes, l'autre, politique, dans la production d'outils statistiques et dans l'accréditation de l'action publique et des organes qui la contrôlent.

La forme de l'inventaire mais aussi la nature et le nombre de données bibliographiques évoluent selon les fonctions assignées aux inventaires et selon les qualités de leurs rédacteurs. Ceux datés de 1790 et du début de 1791 sont rédigés par des officiers municipaux non spécialisés et visent d'abord à assurer la conservation matérielle et la localisation des objets ; la précision de la description et l'ordre adopté sont des plus hétérogènes. Pour y remédier, l'instruction de 1791 construit et diffuse un ensemble de savoirs élémentaires indispensables au travail du bibliographe et des méthodes normalisées d'indexation des collections d'origine et des ouvrages. Les premières instructions, rédigées par la Commission des monuments pour le Comité ecclésiastique et le Comité d'aliénation des biens nationaux, définissent le nouveau champ d'intervention de l'État central, en même temps qu'elles assurent une plus grande homogénéité dans la forme des inventaires. La normalisation des méthodes s'accroît encore à la faveur de l'instruction de l'an II (1794), qui impose l'adoption de principes d'indexation calqués sur l'organisation structurelle de la nouvelle

(16) Lettre de la section de Bibliographie du comité d'Instruction publique au commissaire-bibliographe de la commune de Reims, département de la Marne, du 18 thermidor an II [5 août 1794] (Arsenal, Ms. 6326, f° 30).

(17) *Instruction pour faire la déclaration des biens, revenus et charges des monastères*, novembre 1789 (AN, F¹⁷ 1176, d. Meuse) ; *Instruction concernant la conservation des manuscrits, chartes, sceaux, livres imprimés, monuments de l'antiquité et du moyen âge, statues, tableaux, dessins et autres objets relatifs aux beaux arts, aux arts mécaniques, à l'histoire naturelle, aux mœurs et usages des différents peuples, tant anciens que modernes, provenant des maisons ecclésiastiques, et faisant partie des biens nationaux*, du 15 décembre 1790 (AN, F17 1207, d. 1) ; *Instruction pour procéder à la confection du catalogue de chacune des bibliothèques sur lesquelles les directoires ont dû ou doivent incessamment apposer les scellés*, du 15 mai 1791 (AN, F¹⁷ 1035, d. 5) ; *Instruction sur la manière d'inventorier et de conserver, dans toute l'étendue de la République, tous les objets qui peuvent servir aux sciences et à l'enseignement*, du 1^{er} germinal an II [21 mars 1794] (AN, F¹⁷ 1045, d. 18).

Commission temporaire des arts adjointe au Comité d'instruction publique. Les référentiels construits par les cercles décisionnaires parisiens sont donc simultanément épistémologiques et politiques ; se renforçant mutuellement, ils participent de l'institution de la bibliographie comme moyen d'action et facteur d'unification.

Les premiers inventaires sont des représentations du passé, à l'image de ceux qui ont acquis et organisé leur collection ; ce sont des espaces de description et non d'interprétation. Les données bibliographiques sont donc facilement exploitables par les services de l'Instruction publique et la structuration des collections elle-même ne saurait constituer un obstacle pour les bibliographes, rompus à l'axiologie d'Ancien Régime. La notion de « richesses littéraires », omniprésente dans les discours dès la Constituante, implique toutefois d'identifier les objets « précieux », même si elle ne s'y résume pas ; le recensement est ainsi l'occasion d'instituer des monuments littéraires, de hiérarchiser les éléments constitutifs du patrimoine national. Par ailleurs, le projet de redistribution des livres acquis, comme le projet de *Bibliographie générale de la France*, suppose une atomisation, une neutralisation du lien intellectuel et/ou affectif reliant un livre à sa collection d'origine¹⁸.

Les cartes bibliographiques sont les premiers supports de cette individuation ; elles illustrent en outre la fonction discriminante des savoirs du bibliographe. Au dos de ces cartes à jouer sont retranscrites – outre le codage alphanumérique de la collection d'origine et de l'ouvrage – les données bibliographiques de chaque ouvrage ; elles n'indiquent pas la destination à donner aux ouvrages mais comportent tous les éléments nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique de redistribution. Si toute personne lettrée peut reporter les données en respectant les normes de description, l'identification des ouvrages précieux demande une expertise supplémentaire. La rareté et la valeur intellectuelle ne peuvent être inférées de l'analyse proprement bibliographique et font appel à une connaissance du marché du livre, des collections et de l'histoire littéraire. Les savants disposent ainsi d'un pouvoir de traduction et d'interprétation des données conditionnant leur appropriation par les services administratifs ; ils sont les médiateurs du savoir bibliographique auprès de l'autorité publique. Par la nature des informations retenues, ils constituent les notices bibliographiques en moyens d'action politique ;

(18) Sur ce point, cf. Bénédicte SAVOY, *Patrimoine annexé. Les biens culturels saisis par la France en Allemagne autour de 1800*, Paris, Éd. de la MSH, 2004, notamment tome 1^{er}, p. 322 et sq.

par la présentation formelle, ils normalisent et codifient des savoirs largement empiriques ; par la double dimension théorique et didactique des instructions, ils construisent le socle commun de connaissances, de pratiques et de méthodes nécessaire à la professionnalisation des acteurs.

Au cours de cette période, la bibliographie s'impose comme une norme de description, dotée d'une syntaxe et d'un langage propres, facilitant le traitement intellectuel et la gestion matérielle des ouvrages. Si la normalisation est exigée par le nombre d'unités bibliographiques, par le mode de gestion administrative et comme facteur d'unité nationale, elle s'impose également par la fonction de la bibliographie et du bibliographe, moyen et acteur de la formulation des possibles puis de la mise en œuvre de décisions politiques. Jusqu'à la fin de la période conventionnelle, l'opération bibliographique a été un vecteur de l'affirmation d'un pouvoir d'action des savants, de validation et de diffusion d'un savoir, en un mot : de l'institution d'une autorité scientifique monopolistique. Les rapports entre la capitale et le reste du territoire national sont volontairement construits de façon asymétrique : la formation des bibliothèques publiques aggrave la polarisation des savoirs et des savants et assure la pérennisation de Paris comme « commune centrale des arts »¹⁹.

L'expert en bibliographie se distingue toutefois du conseiller du prince naudéen ou des savants ayant collaboré aux entreprises de publication de sources dans les dernières décennies d'Ancien Régime : l'extension géographique et institutionnelle de son champ d'action mais aussi son intégration dans un service public nationalisé modifient le type de savoirs mobilisés et appellent une adaptation aux formes, aux temporalités et aux modes d'action proprement administratifs. L'exemple d'Antoine-Alexandre Barbier, figure centrale et archétype du bibliographe d'État à partir du Directoire, permet d'éclairer les modifications dans les modalités et le champ d'action du bibliographe mais aussi l'émergence d'un savoir inédit.

Antoine-Alexandre Barbier : une figure du bibliographe administrateur sous le Directoire et le Consulat

La période directoriale se caractérise par l'inauguration d'une politique de redistribution des ouvrages nationalisés qui confère à la

(19) Antoine-Alexandre BARBIER, « Rapport sur la nécessité et les moyens de répartir entre les départements le surplus des objets de sciences et d'arts qui se trouvent à Paris », soumis à l'approbation du Conseil de conservation dans sa séance du 11 fructidor an VI [28 août 1798] (AN, F¹⁷ 1034, d. 11).

science bibliographique une fonction stratégique. Le rôle des savants-bibliographes consistait précédemment à recenser et mettre en réserve des ouvrages grâce à des connaissances et d'après des critères propres à cette science. Le projet redistributif suppose désormais que ces savoirs soient placés au service d'un but extérieur à la bibliographie et seulement sécant au champ des bibliothèques. La revalorisation de la figure du savant et l'engouement pour la bibliographie sous le Directoire et le Consulat²⁰ s'inscrivent dans une dynamique de mobilisation des sciences, des lettres et des arts, explicitement placés « au service de l'affermissement du régime républicain »²¹ : il s'agit d'accompagner la réorganisation des institutions et des services de l'État central.

Ce glissement du rétrospectif au prospectif place le bibliographe au croisement des champs bibliographique et administratif ; il modifie la nature et les formes de son action, il ouvre la voie à une réflexion sur la partition des acquisitions et donc sur la typologie des savoirs et des ouvrages. Le projet de *Bibliographie générale de la France* visait l'historicisation de la production écrite d'Ancien Régime, la mise à distance et la stratification du passé ; la formation de collections publiques doit permettre la réappropriation immédiate du passé. On passe ainsi d'un idéal d'exhaustivité à celui de corpus spécialisés destinés à instituer des références et des autorités dans chaque domaine de savoir. Cette rupture illustre et accompagne la dynamique de professionnalisation et de spécialisation à l'œuvre dans les organes et services publics. Le changement dans le rapport au temps est corrélatif d'un changement dans le rapport au savoir bibliographique : il en va du statut épistémologique de cette science, dans la mesure où la valeur documentaire du livre supplante sa valeur historique et parce que le bibliographe agit aussi en administrateur et en historiographe, dans un contexte politique et institutionnel inédit.

Le rétablissement des ministères en brumaire an IV est l'occasion d'une actualisation, d'un passage de l'imparfait au présent, sur le mode impératif. Les nouveaux services et institutions publiques expriment journallement leur besoin d'outils matériels et intellectuels de nature à augmenter l'efficacité de leur action. Les dépôts littéraires – centres d'inventaire, de tri et de redistribution des livres nationalisés – sont placés dans les attributions de la division de l'Instruction publique du ministère

(20) Jean-Luc CHAPPEY, *Ordres et désordres biographiques. Dictionnaires, listes de noms, réputation, des Lumières à Wikipédia*, Paris, Champ Vallon, 2013, p. 258-259.

(21) Dominique MARGAIRAZ, *François de Neufchâteau. Biographie intellectuelle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2005, p. 364.

de l'Intérieur et se doivent de fournir aux administrations et institutions publiques les outils nécessaires à leur fonctionnement. Le champ d'action de l'expert en bibliographie s'étend ainsi jusqu'à se confondre avec celui des institutions publiques. Par ailleurs, la réorganisation de la Commission temporaire des arts en Conseil de conservation des objets de sciences et d'arts²² opère un déplacement significatif de l'espace de l'expertise : à la première, simplement « adjointe au Comité d'instruction publique », se substitue un conseil pleinement intégré dans la structure administrative du ministère de l'Intérieur.

Cette conjonction de mutations rend possible l'émergence d'une nouvelle figure, celle du bibliographe-administrateur, cumulant les compétences d'expert et de gestionnaire. La mission de la Commission requérait la participation des savants dont la réputation et l'autorité n'étaient plus à construire, de représentants de l'ancien monde académique²³ ; celle du Conseil ouvre la porte à des personnes comme Antoine-Alexandre Barbier, connu de ses pairs pour son érudition mais sans rattachement institutionnel et, dès lors, supposé plus à même d'opérer la synthèse entre deux rationalités *a priori* divergentes²⁴.

L'ancien curé constitutionnel de La Ferté-sous-Jouarre a fait ses classes dans les collèges mais aussi dans les dépôts littéraires parisiens où il se familiarise, dès 1794, avec les ouvrages acquis comme avec les problématiques politiques et administratives liées à leur gestion. L'emploi public représentait une sécurité pour des hommes de lettres désorientés et précarisés par l'anéantissement de l'ancien système d'appartenance ; pour Barbier, il offre surtout un accès direct aux ouvrages, fondement du dispositif probatoire du bibliographe. Le transfert de pouvoir et de légitimité, des Églises vers l'État, suffit-il à expliquer la force d'attraction des nouveaux services publics nationaux ? Barbier ne fait-il que suivre les collections – autrement dit les matériaux de ses recherches bibliographiques

(22) Lettre du ministre de l'Intérieur du 19 ventôse an IV [9 mars 1796] (AN, F¹⁷ 1039B, séance de la Commission temporaire des arts du 21 ventôse an IV [11 mars 1796]).

(23) On pense notamment à dom Poirier, Ameilhon et l'abbé Leblond ; cf. Hélène DUFRESNE, « Une vocation historique : dom Germain Poirier (1724-1803) », *Bulletin des bibliothèques de France*, n° 11, 1956 ; *idem*, *Le bibliothécaire Hubert-Pascal Ameilhon (1730-1811). Érudition et esprit public au XVIII^e siècle*, Paris, Nizet, 1962 ; Patrick LATOUR (dir.), *Antiquités, Lumières et Révolution. L'abbé Leblond (1738-1809), second fondateur de la Bibliothèque Mazarine*, Paris, Bibliothèque Mazarine, 2009.

(24) En l'absence (regrettable) de biographie, je renvoie au ch. VII de ma thèse de doctorat, « Antoine-Alexandre Barbier (1765-1825), "législateur dans la partie bibliographique" » (*Au purgatoire des utilités. Les dépôts littéraires parisiens (an II – 1815)*, sous la direction de Dominique Margairaz, Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne, 2013, p. 424-493).

personnelles – ou son ralliement aux services de l'État central témoigne-t-il, sinon d'un engagement républicain, du moins d'un désir de réorientation professionnelle et d'une volonté de placer son savoir et ses compétences au service d'une communauté plus large que la « République des lettres »²⁵ ?

Barbier endosse les habits de l'administrateur avec une rapidité et une aisance déconcertantes. Les rapports qu'il rédige au nom du Conseil de conservation sont d'une rigueur sans faille et laisseraient facilement croire qu'ils sont de la main d'un employé de bureau averti²⁶. Il ne doit pourtant sa familiarité avec la rhétorique administrative qu'à sa fréquentation de la Commission temporaire des arts et, corrélativement, du Comité et de la Commission exécutive d'instruction publique. Il s'agit d'une acquisition par imprégnation, par adaptation à son nouveau milieu professionnel. Si le sujet d'un rapport ne modifie en rien son style, il conditionne largement sa structure. En d'autres termes, à un même destinataire – les services de l'Instruction publique – correspond une pluralité de types d'écrit. Barbier construit son discours en l'adaptant au plus juste à la demande initiale mais aussi, et surtout, aux canons discursifs du genre. Ses rapports de visite empruntent ainsi à la forme des procès-verbaux d'inventaire²⁷ ; ses rapports historiques sur l'origine et les activités du Conseil sont organisés en articles, puisant dans la forme des textes normatifs une dose supplémentaire de légitimité²⁸.

Tous les rapports visent à convaincre, à apporter les éléments d'une prise de décision éclairée ; ils sont donc organisés selon une structure argumentative dynamique qui aboutit invariablement à une proposition de décision. Ce sont des produits finis qui doivent pouvoir être repris, en tout ou en partie, par les services administratifs pour obtenir l'approbation du ministre. Les différents arguments doivent donc être clairement identifiables

(25) « La République des lettres désigne les savants, les érudits, les doctes, ceux qui cultivent le savoir dans son ensemble » (Hans BOTS et Françoise WAQUET, *La République des lettres*, Paris, Belin, 1997).

(26) La plupart de ces rapports sont conservés dans les pièces annexes aux procès-verbaux du Conseil de conservation des objets de sciences et d'art (AN, F¹⁷ 1039B à 1042).

(27) « Le quatre du présent mois, je me suis transporté, d'après l'invitation du C. Delassaux, Com.^{re} du Bureau du Domaine national, au dépôt des actes et mémoires du ci-devant clergé, rue des Sept-Voyes, n° 6 », « Rapport sur le fonds des actes et mémoires du ci-devant clergé de France, existant à Paris rue des Sept-Voyes n° 6, maison de l'ancienne Imprimerie Royale », présenté au Conseil de conservation dans sa séance du 16 germinal an V [5 avril 1797] (AN, F¹⁷ 1040B). Pour la réception favorable du Bureau des bibliothèques et la mission inquisitoire confiée par le Ministre à Barbier et Leblond, cf. AN, F¹⁷ 1234, d. 2.

(28) Cf., par exemple, son brouillon de lettre « au ministre de l'Intérieur sur les dépôts de monuments antiques, de peinture, de sculpture, de physique, de machines, de musique et littéraires qui ont été formés depuis la révolution et dont plusieurs existent encore », s.d. [an VI] (AN, F¹⁷ 1034, d. 11).

et l'avis final univoque, de sorte que la décision ministérielle puisse se réduire à l'un des deux termes « approuvé » ou « refusé », porté en fin de rapport. Quelle que soit la part du récit, tous les rapports sont inscrits dans un cadre chronologique qui objective le temps de l'action administrative et situe la proposition du Conseil dans une dynamique plus large, qui la dépasse et la légitime. Tout paragraphe introductif définit ainsi l'ancrage historique du discours, qui s'exprime, *a minima*, par la date de la demande de rapport et son objet.

Le nombre de repères chronologiques s'accroît de façon significative dans un contexte institutionnel ou juridique chargé : les rapports sur des demandes de restitution ou sur l'histoire des commissions de savants fourmillent de dates, l'ancrage dans l'histoire fondant tantôt la justice et la validité légale de l'avis du Conseil, tantôt la légitimité de sa propre pérennité. Il comporte également un caractère didactique dans les notes de synthèse fournies à l'occasion de changements ministériels et confère au Conseil une valeur de mémoire vivante, une position de référent qui affirme sa stabilité dans le temps et son rôle central dans la continuité administrative par-delà la chronologie politique²⁹. Après l'exposé de l'historicité du rapport lui-même et de ses enjeux, Barbier déroule l'argumentaire en une succession de paragraphes homogènes. La plume est sobre et efficace ; le style du corps du rapport diffère finalement très peu de celui adopté par le bibliographe dans les introductions de ses propres ouvrages d'histoire littéraire dans les années qui suivent. Le dispositif probatoire construit par Barbier consiste ainsi en un mélange formel original, qui emprunte tant aux figures imposées de la littérature administrative qu'à celles des sommes érudites. La rigueur du discours se fonde sur un ancrage dans l'espace-temps de l'Institution et sur l'articulation des éléments de preuve.

Dépouillée de toute coloration personnelle et subjective, elle confère à l'argumentaire une valeur quasi-performative : la formule type « on propose en conséquence au ministre... » appelle l'approbation de l'intéressé, ne serait-ce que par la difficulté à invalider la démonstration. On ne peut opposer aux propositions de Barbier que l'intérêt supérieur de l'État, insensible à la rationalité d'un discours factuel mais qui ne relève pas pour autant d'un pouvoir discrétionnaire. Les fortes tensions entre le Conseil et les services de l'Intérieur sous le ministère de Lucien Bonaparte témoignent

(29) Cf. notamment le « Rapport sur le mode de compensation en livres non utiles à l'instruction, adopté par le ministre de l'Intérieur François de Neufchâteau, relativement aux bibliothèques dont il a été disposé pour des objets d'utilité publique », soumis par Barbier à l'approbation du Conseil dans sa séance du 21 brumaire an VIII [12 novembre 1799] (AN, F¹⁷ 1042).

d'abord d'une divergence sur les enjeux politiques de la redistribution des livres des dépôts littéraires, divergence résultant de la formulation nécessairement imprécise des textes normatifs en matière de triage des livres. La question est moins celle d'une différence d'interprétation que celle de la définition de priorités politiques. Elle n'est donc pas : qu'est-ce qu'un livre inutile ? Mais : quand et de quelle façon s'en débarrasser ? Barbier s'est aventuré au-delà des frontières de ses compétences et de ses fonctions, sur un terrain gouverné par une rationalité qui lui est étrangère. La perte progressive de son influence illustre le décrochage, l'obsolescence de sa conception de l'intérêt de l'État à un moment où les « richesses littéraires » de la Nation se résument à un amas de livres inutiles, autrement dit à une valeur matérielle et financière.

Dans ses fonctions d'administrateur, l'action du bibliographe peut ainsi être questionnée, voire invalidée, par des arguments politiques sur lesquels il n'a que peu de prise. Il en va différemment dans ses fonctions d'historiographe, lorsqu'il orchestre la répartition des livres entre les institutions publiques qui en font la demande. Simple rouage dans une procédure administrative complexe, Barbier n'en oriente pas moins la mise en œuvre par la situation monopolistique que lui confèrent sa connaissance des ouvrages des dépôts et, au-delà, son érudition en matière d'histoire littéraire et sa familiarité avec le monde de l'édition. La réorganisation des institutions savantes et des services de l'État s'opère suivant une partition en domaines de compétence ou d'attributions qui définissent autant de champs de savoirs. Le rôle du bibliographe consiste alors à construire des corpus d'ouvrages pour former des collections spécialisées. L'utilité immédiate fondant la légitimité de posséder une bibliothèque, ces corpus thématiques sont directement indexés sur une partition des domaines de savoirs définie *ex ante* et en-dehors du champ des bibliothèques et de la bibliographie. La question n'est donc pas celle d'une instrumentalisation de cette science au service d'une rationalité politique et administrative qui lui serait étrangère mais bien sa constitution en préalable à toute étude, en science auxiliaire universelle. La mise en œuvre du projet redistributif permet ainsi la construction d'un nouvel outil épistémologique, dont l'indexation sur l'organicité des structures étatiques modifie non seulement la fonction mais aussi la nature même de la bibliographie. Son autonomisation en regard de l'histoire littéraire est étroitement corrélée à une extension considérable de son champ d'application : distincte de l'historiographie du seul champ littéraire, la bibliographie s'impose à la fois comme une science en soi et comme le prérequis à toute historiographie.

À partir du Directoire, les demandes de collections thématiques se multiplient. Si la procédure implique un passage obligé par les services administratifs du ministère de l'Intérieur, ces demandes sont immédiatement transférées vers le Conseil, seul apte à les satisfaire. Cette compétence exclusive s'impose avec d'autant plus d'évidence que, en l'absence de collections, beaucoup de demandeurs ne disposent pas encore d'un bibliothécaire. Il s'agit alors pour Barbier, reprenant les premiers inventaires et catalogues mais aussi les cartes bibliographiques, de procéder à l'extraction de titres pour en former des listes, des corpus documentaires adaptés aux nouveaux besoins. Sans surprise, les anciennes classes bibliographiques s'avèrent parfaitement caduques et les intitulés – largement tautologiques – reprennent ceux des domaines de compétence définis par les lois d'organisation des services destinataires : le ministère de la Police demande ainsi des ouvrages sur « la police », celui des Finances sur « les finances » et « l'administration économique », celui de la Guerre sur « l'art militaire » et la « topographie », etc. De même les demandes émanant de l'Institut national reprennent les dénominations des trois classes et celles des écoles, spéciales ou généralistes, les principales disciplines enseignées.

Pour former ces listes thématiques, certaines des informations bibliographiques portées sur les inventaires et sur les cartes importent peu, voire pas du tout ; c'est notamment le cas des données éditoriales. Barbier se focalise davantage sur les titres pour l'identification du domaine de savoir auquel rattacher un ouvrage qu'il ne maîtrise pas, et sur les auteurs, soit pour répondre à une demande spécifique – par exemple, « Le Traité de la Police de Delamare » – soit pour fournir en priorité les ouvrages qu'il estime constituer des références incontournables. Enfin, l'indication de la provenance, c'est-à-dire de la bibliothèque d'origine, permet non seulement de retrouver facilement l'ouvrage mais encore, et surtout, d'opérer des sélections rapides dans certaines collections d'émigrés ou de condamnés que Barbier sait être spécialisées, en particulier celles d'anciens ministres ou de savants réputés avant leur proscription.

Il arrive naturellement que les domaines se recoupent et que la corrélation de concurrence entre demandeurs appelle une articulation des données bibliographiques de nature à faire émerger une hiérarchisation des ouvrages qui s'accorde avec celle, implicite mais très réelle, des destinataires. En raison de la finitude du stock, la péréquation des ouvrages s'opère par une extension de la valeur immatérielle d'un ouvrage : irréductible à sa seule valeur d'usage, elle se double, sous l'effet direct de la concurrence, d'une dimension ostentatoire. La science bibliographique permet de constituer des historiographies parallèles dans un même domaine, qui

se distinguent par le degré de prestige des auteurs ou des titres mais aussi par des critères matériels (reliure, type de papier, format, etc.) relevant davantage de la bibliophilie que de la bibliographie.

La mobilisation de la bibliographie dans l'opération redistributive donne à voir la segmentation et la hiérarchisation des domaines de savoirs et des nouvelles institutions. Elle participe activement de cette double structuration verticale et horizontale, épistémologique et politique. Il en résulte une modification profonde, axiologique et sémantique, qui affecte tant les méthodes que les outils produits par le bibliographe. La valeur d'un ouvrage se définit désormais aussi à l'aune du prestige de son dépositaire institutionnel ; le sens des données bibliographiques portées dans les catalogues et les listes de livres des nouvelles collections publiques n'est plus celui que leur attribuaient les érudits d'Ancien Régime mais celui nécessité par la professionnalisation et la spécialisation des services de l'État. La coexistence de corpus différenciés entraîne la prolifération de systèmes classificatoires particuliers ; la présence de collections dans des services totalement étrangers au monde des bibliothèques et aux principes de la bibliothéconomie modifie les formes et l'usage des données bibliographiques et des catalogues.

Le transfert du droit de propriété s'accompagne d'un transfert géographique et institutionnel des ouvrages et des savoirs mais aussi d'un changement profond dans les représentations des outils intellectuels qui y donnent accès. Au tournant du siècle, le bibliographe-administrateur s'impose comme intermédiaire incontournable dans la formation des collections. Il construit véritablement des historiographies des domaines de savoir valorisés par la réorganisation des institutions publiques ; en témoigne le cours de « bibliographie médicale » dispensé par le bibliothécaire Sue à l'École de médecine de Paris³⁰. L'inachèvement du processus ne permet pas de les subsumer en une historiographie unique et totale ; la question est encore anachronique et ne s'imposera qu'à la fin du XIX^e siècle avec la résurgence des grandes entreprises de publication de sources. Barbier n'en demeure pas moins celui qui aura choisi les matériaux et construit les corpus que ses successeurs se feront fort de faire connaître et d'instituer en références officielles, en sources historiques.

(30) *Almanach national de France*, an XII [1803], p. 695.

Contributeur de la réforme institutionnelle et identitaire de la fonction publique³¹, Barbier soutient la volonté ministérielle de rationalisation des pratiques administratives en faisant de sa mission un levier pour exiger la dissociation entre les domaines privé et public, entre les objets mis à la disposition d'un agent de l'État et ceux que peut posséder un particulier en son nom propre³². On lui doit ainsi l'intégration, dans l'ordre administratif, d'une procédure spécifique assurant la conservation et la traçabilité des livres nationaux, notamment par le biais des inventaires. Barbier fait de ce devoir la contrepartie d'une règle de droit public qu'il a largement contribué à instituer : le droit de la puissance publique à déroger au devoir de restituer les biens d'émigrés ou de condamnés rentrés dans leurs droits, moyennant compensation financière. Cette assimilation de la mise à disposition de livres nationalisés à l'emploi d'objets « par le gouvernement aux besoins du service public »³³ suffit à illustrer le pouvoir considérable du bibliographe-administrateur sous le Directoire. En retour, l'assimilation des outils bibliographiques étend et consolide la légitimité de l'État central à intervenir dans des champs voisins, notamment celui de la production éditoriale et de la librairie.

La Bibliographie de l'Empire français, outil de gestion administrative et représentation d'un savoir d'État (Empire)

La reconfiguration du « système littéraire d'Ancien Régime » donne lieu à une libéralisation du marché qui s'objective dans la reconnaissance des droits de l'auteur et la suppression des monopoles d'édition mais aussi, corrélativement, dans l'extension considérable du domaine public³⁴. Or, les livres nationalisés ou confisqués au cours de la même période sont, pour la plupart, des ouvrages libres de droits. Aux droits d'un auteur vivant sur son œuvre répond un pouvoir, matériel et immatériel, de l'État sur les œuvres des auteurs morts. L'ouverture des dépôts littéraires en 1794 exprime ainsi la rupture opérée par la loi du 19 juillet 1793, en vertu de laquelle le « capital culturel d'Ancien Régime est définitivement enlevé des

(31) Marie-Cécile THORAL, « Naissance d'une classe sociale : les fonctionnaires de bureau, du Consulat à la Monarchie de Juillet. Le cas de l'Isère », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 32, 2006/1, p. 93-110.

(32) Cf. notamment son « Rapport sur les moyens de conservation des meubles, tableaux et autres objets mis à la disposition de divers établissements publics », du 11 brumaire an VI [1^{er} novembre 1797] (AN, F¹⁷ 1040B).

(33) Loi du 12 vendémiaire an VI [3 octobre 1797] (*Bulletin des lois*, 2^e série, bull. n° 150, loi n° 1469 « relative aux reprises faites par les troupes de la République sur ses ennemis »).

(34) Carla HESSE, *Publishing and Cultural Politics... op. cit.*, p. 135 et p. 158.

maines privées des héritiers et éditeurs pour échoir au domaine public »³⁵. L'opération bibliographique se déroule au plus fort de la crise qui touche le monde de l'édition, de 1793 jusqu'à la fin de la période conventionnelle. Si le recensement des ouvrages des dépôts est indépendant de l'économie éditoriale, l'inauguration immédiate de l'opération de triage aurait encore amplifié la crise en inondant un marché déjà saturé. *A contrario*, le regain dans le monde de l'édition à partir du Directoire crée les conditions favorables à la vente des livres nationalisés estimés inutiles³⁶ et à la mise en place d'un circuit public du livre, parallèle au marché privé dont il constitue un régulateur, permettant aux établissements et organes publics d'acquérir des ouvrages à titre gratuit.

La création de la *Bibliographie de l'Empire*, en 1811, s'inscrit dans un contexte d'encadrement législatif, qui touche tant l'organisation de l'Université impériale³⁷ que les droits de l'État sur les manuscrits des établissements publics³⁸, l'organisation de l'Imprimerie impériale³⁹ et la réglementation du marché de la Librairie et de l'Imprimerie⁴⁰. La *Bibliographie de l'Empire* s'impose *a priori* comme un dispositif administratif destiné à légitimer l'intervention de l'État dans un domaine récemment intégré au nombre des attributions du ministère de l'Intérieur par la création de la Direction générale de l'Imprimerie et de la Librairie, par décret du 5 février 1810. La bibliographie, considérée dans son acceptation de recensement de la production littéraire contemporaine, constitue, dès lors, un moyen supplémentaire de normalisation de l'intervention ministérielle dans l'organisation d'un commerce privé. Après la répartition des livres nationalisés, la question est désormais celle de la reconfiguration de l'offre de livres nouveaux : il s'agit de canaliser la production mais aussi de produire un outil unique d'enregistrement. La Direction générale de l'Imprimerie et de la Librairie importe des méthodes et des savoirs issus de la science bibliographique pour élaborer un dispositif normatif encadrant

(35) *Ibidem*, p. 120.

(36) *Ibid.*, p. 158.

(37) Décret impérial du 17 mars 1808 (*Bulletin des lois*, 4^e série, bull. n° 185, loi n° 3179).

(38) Ces manuscrits « sont la propriété de l'État, et ne peuvent être imprimés et publiés sans autorisation » du ministère où se trouvent les pièces originales citées dans les ouvrages (décret impérial du 20 février 1809, *Bulletin des lois*, 4^e série, bull. n° 226, loi n° 4137, art. 1 et 2).

(39) L'Imprimerie impériale est chargée des impressions des départements ministériels, du Conseil d'État et du *Bulletin des lois* ; elle est destinée exclusivement « à pourvoir au service du Gouvernement et de l'administration générale » (décret du 24 mars 1809, titre I, art. 1 et 2 ; *Bulletin des lois*, 4^e série, bull. n° 232 bis, loi n° 4296).

(40) Décret impérial du 5 février 1810 (*Bulletin des lois*, 4^e série, bull. n° 264, loi n° 5155).

la « publicité des ouvrages »⁴¹, composé d'une nouvelle réglementation du dépôt légal et de la publication d'un journal administratif, la *Bibliographie de l'Empire*.

La *Bibliographie générale* ou *Journal de l'Imprimerie et de la Librairie*, « statistique complète et fidèle de tout ce qui s'est publié régulièrement en France depuis 1811 »⁴², est une bibliographie courante qui ne peut donc prétendre à l'exhaustivité qu'en matière de publications ou de rééditions récentes. Sa parution apparaît comme le corrélat et la conséquence directe du grand remembrement des bibliothèques. D'une part, les nouvelles acquisitions prennent nécessairement place après la formation des fonds initiaux des nouvelles collections publiques par prélèvement dans les dépôts littéraires dont elles ne sont qu'un complément ; d'autre part, la publication du *Journal* est placée, par décret du 14 octobre 1811, dans les attributions de la Direction générale de l'Imprimerie et de la Librairie⁴³. Si la publication en est confiée à A. Beuchot, le ministère de l'Intérieur garde la haute main sur son contenu : le *Journal* entérine et objective l'intégration de la bibliographie dans le fonctionnement et les dispositifs mis en place par les services administratifs.

De nouveau, l'influence de Barbier s'avère centrale, lui qui considère le contrôle d'une administration éclairée comme la condition première d'une régénération de la production, proposition qui n'a pu déplaire au Directeur général Pommereul⁴⁴. Barbier est de ceux qui réactualisent sous l'Empire le *topos* de la « décadence des lettres »⁴⁵, affirmant que « la librairie française s'est déshonorée depuis 13 ans »⁴⁶, par suite de mauvaises réimpressions de bons ouvrages et d'entreprises éditoriales bâclées. Le rétablissement de la littérature ne pouvant être garanti que par un strict encadrement politique⁴⁷,

(41) Décret impérial du 14 octobre 1811, qui autorise la Direction générale de l'Imprimerie et de la Librairie à publier un journal d'annonce des éditions d'ouvrages (*ibid.*, bull. n° 404, loi n° 7459).

(42) Augustin-Charles RENOARD, *Traité des droits d'auteurs, dans la littérature, les sciences et les arts*, Paris, Jules Renouard et C^{ie}, 1838, vol. 1, p. 422.

(43) « Décret impérial qui autorise la direction générale de l'Imprimerie et de la Librairie à publier un journal d'annonce de toutes les éditions d'ouvrages imprimés ou gravés », dit décret d'Amsterdam (*Bulletin des lois*, 4^e série, bull. n° 404, loi n° 7459).

(44) Les principaux biographes de la Restauration – les frères Michaud en tête – sont naturellement très critiques envers la direction de ce général de division et ancien préfet, d'un anticléricisme radical, que tout oppose à son prédécesseur Portalis.

(45) Sur ce point, cf. notamment Pierre RÉTAT, « L'ébranlement de la "littérature" en 1789 », dans Jean SGARD (dir.), *L'écrivain devant la Révolution : 1780-1800*, Grenoble, Université Stendhal de Grenoble, 1990, p. 17-30.

(46) Lettre d'Antoine-Alexandre Barbier à Méneval, mai 1809 (BnF, NAF 5182, f° 100).

(47) Sur la conception napoléonienne d'un pouvoir absolu comme seule garantie de l'excellence en littérature et dans les arts, cf. Catriona SETH, « L'Institut et les prix littéraires », dans Jean-Claude BONNET (dir.), *L'Empire des Muses. Napoléon, les Arts et les Lettres*, Paris, Belin, 2004, p. 111-131.

il espère que « les règlements à faire sur la librairie » remédieront à la piètre qualité des productions littéraires, « en faisant réviser l'article du règlement de 1723 portant qu'avant de proposer aucun ouvrage par souscription le libraire ou imprimeur sera tenu de représenter à l'examen au moins la moitié de l'ouvrage »⁴⁸. Les compétences du bibliographe feraient ainsi obstacle à la publication des compilations « indigestes » ou « insignifiantes » et valoriseraient, auprès du public, les « livres solides »⁴⁹.

Le décret impérial du 14 octobre 1811 marque le point d'aboutissement de cette dynamique favorable à un contrôle administratif de la production et de la diffusion des ouvrages. Le texte créant la « première bibliographie nationale courante officielle » syncretise les problématiques de la propriété, de la qualité et de la publicité des ouvrages :

« Napoléon, Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, Médiateur de la Confédération suisse, etc. etc. etc.

Voulant prévenir plus efficacement que par le passé, la publicité des ouvrages prohibés ou non permis, donner aux libraires les moyens de distinguer les livres défendus de ceux dont le débit est autorisé, et empêcher qu'ils ne soient inquiétés pour raison de la vente des derniers ouvrages ;

Sur le rapport de notre ministre de l'intérieur,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La direction générale de l'imprimerie et de la librairie est autorisée à publier, à dater du 1^{er} novembre prochain, un journal dans lequel seront annoncées toutes les éditions d'ouvrages imprimés ou gravés, qui seront faites à l'avenir, avec le nom des éditeurs et des auteurs, si ces derniers sont connus, le nombre d'exemplaires de chaque édition et le prix de l'ouvrage.

Elle y fera aussi insérer, avant la publication des ouvrages, les déclarations qui auront été faites par les libraires, pour la réimpression des livres du domaine public.

Art. 2. Les fonds provenant des abonnements au journal de la librairie seront affectés aux dépenses de la direction générale. »

L'émergence de la bibliographie comme savoir d'État s'objective ici dans la révision des éléments définis plus haut comme données bibliographiques : aux informations principales – nom de l'auteur et titre – s'ajoutent

(48) Lettre d'Antoine-Alexandre Barbier, du 25 août 1809 (BnF, NAF 5182, f° 106). Le destinataire n'est pas mentionné.

(49) Lettre d'Antoine-Alexandre Barbier à Méneval, [juin 1809] (BnF, NAF 5182, f° 200-204).

des éléments destinés à la gestion administrative de la librairie, comme le nombre d'exemplaires et le prix. Couronnement de l'institutionnalisation de la bibliographie, ce journal officiel témoigne également de l'imbrication extrême de problématiques parallèles sous la Révolution et qui convergent sous l'Empire, en dépit de l'autonomisation du champ de l'Imprimerie et de la Librairie en regard de celui de l'Instruction publique. Dans un rapport à l'Empereur du 11 octobre 1811, le ministre de l'Intérieur Montalivet justifie la nécessité de conserver le *Journal* menacé de suppression en convoquant des éléments d'ordre politique, économique, juridique et administratif⁵⁰. Cette publication s'impose, tout d'abord, comme « moyen de police » administrative, par la mention des seuls ouvrages autorisés. Rempart contre la circulation des livres interdits, il est également le meilleur moyen de garantir les droits des auteurs et des éditeurs ; il est donc « utile sous le rapport du respect des propriétés », que les ouvrages relèvent du « domaine privé » ou du « domaine public ». Enfin, le *Journal* fonctionne également comme moyen de régulation du commerce du livre par la mention du prix de vente, expression des « besoins des consommateurs » et gage d'une concurrence libérée de toute « spéculation ».

Outil de contrôle, d'information et d'enregistrement⁵¹, la *Bibliographie générale* est un instrument conçu pour le suivi administratif des nouvelles publications mais également pour les professionnels d'un secteur d'activité économiquement instable et potentiellement subversif. En elles-mêmes, les notices bibliographiques du *Journal* sont neutres : on n'y trouve que des données positives et non des remarques érudites relevant de la critique littéraire. Par-delà le souci de « protéger les mœurs ou de conserver l'ordre public », il s'agit bien de « former la bibliographie du grand siècle et la plus complète qu'on puisse faire »⁵². L'enjeu réside davantage dans le souci d'exhaustivité d'une bibliographie courante que dans la volonté d'imposer un nouvel ordre classificatoire. Dans la première livraison du *Journal*, la succession des cinquante titres ne semble suivre aucun ordre connu⁵³. Quant à celle de 1815, la « table systématique » reprend les divisions principales de la classification des libraires de Paris,

(50) Rapport du 11 octobre 1811 (*Bulletin du bibliophile*, 6^e série, n° 4, avril 1843, p. 170-180). Cf. également le « prospectus » inséré en tête de la première livraison de la *Bibliographie de l'Empire français* (1811).

(51) Raymond-Josué SECKEL, « La Bibliographie de la France. Survol historique, 1811-2011 », *Revue de la BNF*, 2011/3, n° 39, p. 47-60.

(52) Rapport du 11 octobre 1811, publié dans le *Bulletin du bibliophile*, avril 1843, p. 170-171 (cité par Raymond-Josué Seckel).

(53) *Bibliographie de l'Empire français ou Journal de l'Imprimerie et de la Librairie*, Paris, impr. de Pillet, première année, n° 1^{er}, du vendredi 1^{er} novembre 1811.

à cette différence près que les deux premières classes de Théologie et de Jurisprudence sont regroupées en une seule, précédant les Sciences et arts, puis les Belles-lettres et, enfin, l'Histoire. La table présente ainsi les cinq classes bibliographiques dans l'ordre consacré sous l'Ancien Régime, mis à mal par la Révolution mais préconisé par Barbier depuis plus d'une décennie comme étant « le plus généralement suivi »⁵⁴ et qu'il a repris lui-même pour établir le plan de classement des livres de la bibliothèque du Conseil d'État.

Le caractère performatif du cadre adopté dans le *Journal* demeure toutefois limité, en raison de la spécialisation des collections publiques mais aussi des connaissances de chaque responsable et de la familiarité de chacun avec la science bibliographique. En d'autres termes, la normativité du cadre officiel n'est opératoire qu'en interne et aucune unification de la structuration intellectuelle des collections publiques n'est à l'ordre du jour ; elle serait d'ailleurs non seulement inapplicable mais surtout totalement contraire à la rationalité mise en œuvre dans la formation de ces collections. En fin de période, Daunou, dans son plan de classement de la bibliothèque des Archives nationales qu'il a formée avec son prédécesseur Camus, présente ainsi les cinq classes dans l'ordre qu'il estime être le plus adapté à cette collection et à son public : Belles-lettres, Histoire, Sciences et arts, Jurisprudence, Théologie. Le plus significatif dans ce plan de classement réside dans la présence d'une première classe de « Préliminaires », comprenant deux subdivisions : « A. Bibliographie » et « B. Histoire littéraire ». Si Daunou n'est pas plus représentatif que Barbier au sein de la très hétérogène catégorie des responsables de « bibliothèques publiques », son plan de classement objective l'autonomisation de la science bibliographique et sa reconnaissance comme outil intellectuel indispensable et préalable à toute étude. Dix ans plus tôt, la « bibliographie » demeurerait absente du classement méthodique établi par le bibliothécaire du Conseil d'État : Barbier lui-même la réduisait à une subdivision de la classe d'Histoire, sous l'intitulé « Histoire littéraire, académique et bibliographique ». Le nouveau statut de « préliminaire » découle, certes, de l'érudition et de l'expérience personnelles de Daunou ; il n'en demeure pas moins l'aboutissement de deux décennies de recomposition de l'ordre des savoirs et de réflexion

(54) Cette expression est omniprésente dans la correspondance de Barbier relative à la bibliographie. Cf., par exemple, l'« Avertissement » de l'auteur, introduisant son *Catalogue des livres de la bibliothèque du Conseil d'État*, Paris, Impr. de la République, an XI, t. 1 ou sa lettre du 20 nivôse de la même année [10 janvier 1801], dans laquelle il écrit à Daunou : « La supériorité que vous accordez au système le plus généralement suivi vous honore autant que vos réflexions particulières sur chacune de ses classes » (*Bulletin du bibliophile*, 1843, 6^e série, n° 2, p. 75-78).

sur la place et sur les usages de la science bibliographique. Le catalogue, représentation par excellence des valeurs de son temps et « du progrès de nos connaissances »⁵⁵, confirme l'institutionnalisation de la bibliographie, rendue possible par l'étroite et permanente collaboration entre savants et administrateurs et officialisée par la publication de la *Bibliographie de l'Empire*.

En fin de période, l'État s'impose ainsi, aux côtés des libraires et des bibliothécaires, comme partie prenante légitime dans la définition et dans les usages de la bibliographie. Outre la permanence de son utilité pour « composer une bibliothèque »⁵⁶ et sa capacité à représenter la connaissance d'un libraire en matière de « livres rares et précieux »⁵⁷, elle est érigée en préalable à toute étude, dans le cadre privé comme dans le cadre public. La généralisation de son usage a été rendue possible par l'élargissement du champ intellectuel et institutionnel qui la définissait précédemment. L'émergence de la bibliographie comme domaine épistémologique à part entière est une conséquence directe de son usage par la puissance publique et de l'atomisation de ses éléments constitutifs : une méthode de recensement puis des savoirs convoqués pour établir des corpus spécialisés et enfin un document de travail de l'administration de l'Imprimerie et de la Librairie. La construction de savoirs sur mesure destinés non au monde savant mais à l'intervention politique a permis l'autonomisation et la normalisation de la science bibliographique. Il en est résulté une distinction des savoirs entre, d'une part, des outils herméneutiques et heuristiques mobilisables dans tout domaine, et, d'autre part, une norme officielle de description permettant notamment le traitement statistique de la production éditoriale par l'autorité publique. Ces deux aspects ne sont pas nécessairement incompatibles, même si le premier relève de la recherche scientifique et le second de l'outil administratif.

La dimension instrumentale de la bibliographie dans son usage par l'administration demeure toutefois limitée par des paramètres institutionnels qui rappellent l'historicité de la formation des collections et qui interdisent de subsumer leur diversité sous une catégorie unique du

(55) Antoine-Alexandre BARBIER, *Catalogue des livres de la bibliothèque du Conseil d'État*, *op. cit.*, préface, p. 3.

(56) Gabriel PEIGNOT, *Manuel bibliographique ou Essai sur les bibliothèques anciennes et modernes, et sur la connaissance des livres, des formats, des éditions ; sur la manière de composer une bibliothèque choisie, classée méthodiquement, et sur les principaux ouvrages à consulter dans chaque partie de l'enseignement des Écoles centrales : le tout suivi de plusieurs notices bibliographiques, instructives et curieuses*, Paris, an IX.

(57) Guillaume-François de BURE, *Bibliographie instructive...*, *op. cit.*

droit administratif : la volonté politique de normalisation dans la gestion des bibliothèques publiques placées dans les attributions de l'Instruction publique – en particulier par la substitution d'un administrateur en lieu et place du conservateur-bibliothécaire et par l'injonction d'envoyer une copie des catalogues aux services ministériels – ne concerne pas le grand nombre de collections publiques intégrées dans des services ou institutions publiques relevant d'autres ministères. La postérité de la rupture révolutionnaire s'incarne, un demi-siècle plus tard, dans la définition officielle du bibliothécaire comme « administrateur en même temps que bibliographe »⁵⁸ mais aussi dans l'énonciation du plus petit commun dénominateur de toutes les collections publiques, à savoir le statut juridique de biens issus des nationalisations et confiscations révolutionnaires⁵⁹.

Cécile ROBIN

Archives nationales, Service de la bibliothèque
59 rue Guynemer 93383 Pierrefitte-sur-Seine cedex
cecile.robin@culture.gouv.fr

(58) Ulysse ROBERT, *Recueil de lois, décrets, ordonnances, arrêtés, circulaires, etc. concernant les bibliothèques publiques, communales, universitaires, scolaires et populaires, publié sous les auspices du Ministère de l'Instruction publique*, Paris, H. Champion, 1883, p. 2.

(59) Gabriel RICHOU, *Traité de l'administration des bibliothèques publiques. Historique – organisation-législation*, Paris, P. Dupont, 1885. Ce traité a été rédigé initialement pour le Répertoire de droit administratif de Léon Bequet.